

M. l'Orateur suppléant: M. Badanai signale que le comité plénier a étudié un bill et qu'on lui a demandé d'en faire rapport avec un amendement au titre de la version française. Quand le rapport sera-t-il adopté?

Des voix: Dès maintenant.

M. l'Orateur suppléant: M. Lind, appuyé par M. Neveu, propose que l'amendement au titre de la version française du bill n° S-25 soit approuvé dès maintenant. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

M. Peters: Sur division.

Rapport est fait du bill.

M. l'Orateur suppléant: Quand le bill sera-t-il lu pour la troisième fois?

Des voix: Maintenant.

M. Peters: A la prochaine séance de la Chambre.

M. l'Orateur suppléant: A la prochaine séance de la Chambre.

M. Barnett: Sept heures.

M. l'Orateur suppléant: Comme l'heure réservée à l'étude des mesures d'initiative parlementaire est écoulée, la Chambre passe maintenant aux travaux interrompus à six heures.

LES SUBSIDES

La Chambre se forme en comité des subsides, sous la présidence de M. Batten.

M. le président: Comme il est sept heures, je quitte maintenant le fauteuil.

(La séance est suspendue à sept heures.)

Reprise de la séance

La séance est reprise à huit heures.

INDUSTRIE

25c. Montant à verser au Compte de développement régional créé en vertu du paragraphe (1) de l'article 5 de la loi stimulant le développement de certaines régions et autorisation, nonobstant les dispositions de l'article 30 de la loi sur l'administration financière, de porter à \$275,000,000 le montant total des engagements de la présente année financière et des prochaines années financières à l'égard des subventions de développement versées en vertu de ladite loi, \$11,000,000.

M. le vice-président adjoint: Le crédit 25c est-il adopté?

M. Saltsman: On devrait profiter de la mise en délibération du crédit 25c pour traiter de certains des problèmes suscités par le programme d'aide aux régions désignées. Ce programme fait ressortir les lacunes du ministère de l'Industrie et la vanité des espoirs qui ont été suscités par sa création.

Je veux tout de même préciser que j'ai été vivement impressionné par le personnel de ce ministère. Il compte, à beaucoup d'égards, certains des meilleurs fonctionnaires de tous les ministères du gouvernement. J'ai eu, plus d'une fois, l'occasion de les consulter sur diverses questions ayant trait à nos industries locales, et je les ai toujours trouvés entièrement disposés à m'aider—et ils ont été utiles—et à me donner leur meilleur concours.

Les lacunes que j'ai constatées ne sont pas attribuables à la mauvaise volonté du personnel, mais au fait qu'il est souvent réduit à l'impuissance, je crains, par des politiques gouvernementales n'émanant pas du ministère, y compris les politiques tarifaires destinées à protéger certaines de nos grandes industries. Par exemple, une tentative, en vue d'importer au Canada certaines matières brutes ou semi-finies pour leur faire subir d'autres transformations, a échoué. Dans ces circonstances, les petites compagnies ne peuvent guère voler de leurs propres ailes, pour ainsi dire. Nous avons eu l'occasion de venir en aide à une petite compagnie qui exportait une matière brute des États-Unis. Les compagnies qui auraient pu la fabriquer au Canada ne voulaient pas le faire ni sûrement pas produire les quantités voulues. Néanmoins, elles ont agi comme le chien du jardinier et ont fait interdire l'importation de la matière en prétendant qu'un jour, elles décideraient peut-être d'en fabriquer et devraient alors être protégées.

Le ministère a été hésitant et prudent dans ses activités. Trop même, à mon avis. Le programme a débuté à partir d'une série de critères; une autre série lui a succédé. Aucune des deux n'a été satisfaisante. Il me semble que le ministère ne voit pas clairement ses objectifs. J'aurais cru que le ministère de l'Industrie se serait intéressé au premier chef à l'essor de l'industrie canadienne de transformation. Malheureusement, il n'en a pas été ainsi, semble-t-il, même si notre expansion dans cette région, tant en ressources qu'en potentiel, a été insuffisante. Nous nous sommes laissés devancer par les autres pays au point de vue de la productivité, à telle enseigne que nous occupons maintenant la 13^e ou